



## Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de  
l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Eliane LLORET, Eric PASTOR, Eric PETIT, Henri ROUILLEAULT.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Fabien ABERT, Perla DANAN, Isabelle GIANIEL, Pascal KRZYZANSKI.

# **Service public de l'eau et de l'assainissement - Financement des postes Chargé d'animation des captages prioritaires du Flès - Chargés de mission Eau et agroécologie et Restauration des Milieux Lagunaires - Chargé de contrôle des rejets industriels et des déchets toxiques - Chef d'unité Littoral et Milieux Lagunaires - Sollicitation des aides auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse et de la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée - Approbation**

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) fixe un objectif général d'atteinte du bon état des eaux et des milieux aquatiques.

Les orientations et mesures préconisées pour atteindre cet objectif sont inscrites au SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Rhône-Méditerranée 2016-2021 et bénéficient de subventions de l'Agence de l'Eau dont les modalités sont fixées dans son programme d'interventions.

Le projet de 11<sup>ème</sup> programme de l'Agence de l'Eau, applicable pour la période 2019-2024, envisage des thématiques d'intervention en lien avec certaines missions portées par Montpellier Méditerranée Métropole :

- La réduction des pollutions non domestiques.
- La lutte contre les pesticides et les pollutions azotées agricoles.
- La restauration durable des captages dégradés par les pollutions diffuses et préservation des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable.
- La préservation et restauration des milieux aquatiques.
- La gestion concertée et soutien à l'animation.

La Région Occitanie accompagne financièrement les opérations visant la restauration des zones humides littorales dans le cadre de son plan d'intervention régional.

Ces domaines d'interventions rejoignent les compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, mobilisée depuis plusieurs années autour d'actions visant la gestion globale de l'eau et la protection des ressources en eau et des milieux :

- Une convention de partenariat lie depuis avril 2015 la Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues-Campagne (SMGC) pour l'animation d'un programme d'actions sur l'aire d'alimentation des captages de Garrigues-Basses et de Bérange ;
- En juin 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a posé le cadre et les principes de mise en œuvre de sa politique agro-écologique et alimentaire, puis a délibéré le 28 juin 2017 pour créer un poste de chargé de mission pilotant les démarches à l'interface des enjeux de l'eau et de l'agriculture ;
- La cellule de Contrôle des Rejets Industriels et Déchets toxiques (CRIDt) met en œuvre depuis juillet 2009 des programmes d'actions, en partenariat avec l'Agence de l'Eau, visant à réduire l'impact des pollutions dispersées industrielles (déchets et effluents). Cette démarche s'adresse en priorité aux établissements dont les effluents liquides et/ou déchets constituent, de façon individuelle ou collective, une source de pollution suffisante pour impacter le fonctionnement des systèmes d'assainissement, la qualité du compost de déchets ménagers, la qualité des rejets ainsi que la qualité des milieux via le réseau pluvial ;
- Par délibération du 28 juin 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le programme d'actions de l'aire d'alimentation des captages du Flès et le recrutement d'un chargé d'animation pour le mettre en œuvre ;

- A la suite d'une part de la prise de compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) au 1<sup>er</sup> janvier 2018 par Montpellier Méditerranée Métropole et d'autre part de la dissolution du Syndicat Mixte des Etangs Littoraux (SIEL) au 31 décembre prochain, les agents du SIEL seront répartis par convention entre la Métropole, le syndicat du Bassin du Lez (SYBLE) et Sète Agglopôle Méditerranée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Les postes et principales missions rattachées prévues comme prioritaires en 2019 sont indiquées ci-après à titre indicatif :

- Chargée d'animation des captages prioritaires du Flès : Mise en œuvre d'un Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaire et Horticoles à l'échelle de 10 communes ; Accompagnement à la réalisation d'une aire de remplissage et de rinçage sécurisée des pulvérisateurs à Saint-Georges d'Orques ; Animation et suivi des MAEC (Mesures Agro-environnementales et Climatiques), compléter le suivi de la qualité de l'eau superficielle mis en place à l'échelle de l'aire d'alimentation des captages ;
- Chargé de mission Eau et Agroécologie : Réalisation d'un Diagnostic des Pratiques agricoles sur l'aire d'alimentation du captage du Lez ; Actions transversales co-élaborées dans le cadre de la politique agro-écologique et alimentaire (P2A) ;
- Chargé de projet CRIDt : Gérer toutes les actions afférentes aux rejets autres que domestiques dans le réseau collectif d'assainissement. Améliorer, sur un plan qualitatif et quantitatif, le rejet des effluents rejetés dans les systèmes d'assainissement collectifs ; Régulariser sur le plan administratif les rejets non domestiques dans les réseaux d'assainissement et la mise en œuvre de solutions acceptables pour la collecte et l'élimination des déchets toxiques ou dangereux pour la ressource ; Encourager les industriels à minimiser leurs consommations en eau pour la préservation des ressources ; Délivrer un arrêté d'autorisation de déversement aux usagers concernés et appliquer la redevance correspondante ;
- Chef d'unité Littoral et Milieux Lagunaires : Définition d'une stratégie de gestion raisonnée et durable du littoral et du trait de côte ; suivi de la mise en œuvre de la stratégie de restauration des étangs palavasiens ; animation de la convention cadre établie avec le Conservatoire du Littoral ;
- Chargé de mission Restauration des Milieux Lagunaires : Elaboration et mise en œuvre de la stratégie de restauration des lagunes palavasiennes et de leur espace de bon fonctionnement ; appui technique et/ou maîtrise d'ouvrage des projets de restauration des lagunes palavasiennes, accompagnement technique des actions d'amélioration de la qualité des masses d'eau et zones humides littorales. L'exécution de ces missions fait l'objet d'une convention de gestion de services entre la Métropole, Sète Agglopôle Méditerranée et Pays de l'Or Agglomération proposée au présent conseil.

Ces actions peuvent faire l'objet d'aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse à hauteur d'un financement de 50 à 70 %, et de la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée à hauteur d'un financement de 20%, sur la base d'un coût de fonctionnement annuel prévisionnel de 60 000 € par poste.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges pour les postes de « chargé d'animation des captages du Flès » et de « Chargé de mission Eau et Agroécologie » auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse,
- solliciter les aides financières les plus larges pour les frais de fonctionnement de la cellule "Contrôle des rejets industriels et des déchets toxiques" auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse,
- solliciter les aides financières les plus larges pour les postes de « Chef d'unité Littoral et Milieux lagunaires » et de « Chargé de mission Restauration des Milieux lagunaires » auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée & Corse et du Conseil Régional Occitanie,
- dire que les crédits sont inscrits aux Budgets Annexes de l'Eau potable, de l'Assainissement, et au Budget Général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 012,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-60309-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.